

LIBRI E RIVISTE

E. SERENI - *Storia del paesaggio agrario italiano* - Bari, Laterza, 1961, 440 p.

Au moment même où le premier numéro de cette revue voyait le jour, E. Sereni publiait une histoire des paysages agraires italiens. Cette coïncidence est de bon augure. Dans le développement d'une discipline, il est des moments où le souffle de la synthèse doit animer l'analyse et où il est nécessaire de susciter un courant collectif de curiosité et de recherche. « Rien de plus utile avec leurs risques bravement acceptés que de pareils efforts de synthèse », disait Marc Bloch. Et l'on sait tout ce que les recherches d'histoire et de géographie agraire doivent à l'ouvrage initiateur de ce dernier sur « Les caractères originaux de l'histoire rurale française ». L'étude présente voudrait rendre les mêmes services.

Malheureusement, les recherches de détail, les travaux d'analyse font le plus souvent défaut, et la campagne italienne est plus diverse, plus chargée d'histoire encore que la campagne française. Il fallait dans ces conditions une belle audace pour tenter de broser, en une grande fresque, l'histoire des paysages agraires depuis plus de 2000 ans.

L'ouvrage est magnifiquement présenté, richement illustré, agréablement écrit. Bien qu'on soupçonne de vastes lectures à l'origine de ce travail, l'Auteur a voulu éviter tout appareil d'érudition et appuie surtout sa démonstration sur une documentation iconographique, au demeurant très riche, et des citations de caractère littéraire. On comprend que l'Auteur n'ait pu conduire personnellement de nombreuses recherches d'Archive dans le vaste domaine qu'il explore. Mais leur absence est inquiétante. Pas de notes, pas de discussion, pas de bibliographie, pas d'index. Plus d'une affirmation doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire. Cette histoire se présente comme un ouvrage de haute vulgarisation destinée au grand public. Et c'est peut être dommage. On ne vulgarise que des connaissances déjà acquises et solidement établies. Or est-ce bien le cas ici? Si l'ambition de l'Auteur est « d'ouvrir des chemins », ce n'est pas le grand public, mais les chercheurs qui les exploreront, et ceux-ci ont besoin de preuves.

Nous nous devons de formuler un autre regret. La fin du livre consacrée à l'évolution des paysages ruraux contemporains débouche naturellement sur la politique. Mais l'Auteur n'abandonne-t-il pas trop aisément l'objectivité de l'historien? Les faits sont connus, les transformations se passent sous nos yeux. Leur interprétation par contre nous semble bien unilatérale. Nul doute que le paysan soit le principal artisan de cette évolution; il a toujours été à la peine, c'est une constante de l'histoire agraire. Faut-il pour cela attribuer toutes ces transformations aux «lutttes des masses paysannes»? Et l'action des gouvernements? et celle de nombreux propriétaires? et l'urbanisation? et la motorisation actuelle? Disons tout net que le dernier chapitre nuit à la qualité de l'ensemble.

Ces réserves exprimées, nous n'en sommes que plus à l'aise pour dire tout le bien que nous pensons d'un tel essai.

C'est d'abord un livre pionnier. Il est trop riche de substance et de problèmes pour qu'on puisse le résumer. Les grands chapitres s'inscrivent dans le cadre des divisions traditionnelles: Antiquité, Haut Moyen-Age, Ere des communes, Renaissance, Contre-Réforme, Absolutisme éclairé, Risorgimento, Italie unifiée, Période contemporaine. La vie rurale dans la continuité et la lenteur de son évolution déborde bien souvent ces limites, mais peu importe. Le grand mérite de cette étude, c'est d'avoir introduit les paysages dans l'histoire. Et les géographes, soucieux de l'interprétation du présent, y seront sensibles autant que les historiens. Toutes ces réalités spatiales qui forment le complexe du paysage, plantations et champs ouverts, érosion et aménagement des sols, assolement, irrigation, habitat, nous nous réjouissons de les voir entrer dans une étude qui a le temps pour objet. L'histoire est partout présente dans les paysages italiens, mais à son tour le milieu géographique est toujours présent dans le passé.

Le drame de l'histoire agraire n'est pas fait seulement de rapports sociaux. Comme le dit justement l'Auteur, l'histoire agraire a souvent été cultivée par des juristes, attentifs au régime foncier, aux types de contracts, mais ignorants du milieu géographique et des réalités économiques. Or le paysage est un théâtre où l'homme n'est jamais seul. Lutte des classes souvent, mais encore plus souvent lutte de l'homme contre la nature. Dans la péninsule italienne — disons dans tout le monde méditerranéen — les conditions naturelles sont plus tyranniques que dans les grandes plaines de l'Europe occidentale. On ne peut pas plus les ignorer dans le passé que dans le présent. L'histoire des paysages ruraux de la montagne n'est pas celle que nous dévoile la plaine, et la colline elle-même a évolué différemment. Qui nous fera maintenant une histoire de l'érosion des sols? une histoire des terrasses ou des haies? et celle de l'*alberata toscana*? et celle des éventuelles variations climatiques? Tant

de questions se posent à la lecture de cet ouvrage! Ce ne sera pas un des moindres mérites de l'Auteur d'avoir rendu nécessaires et suscité de telles études.

Une autre leçon se dégage de cette histoire. Les systèmes agraires et les paysages ruraux ne sont pas restés immobiles jusqu'au XVIII^e s. Si bien des traditions romaines ont survécu à l'épreuve du temps, chaque époque a néanmoins apporté sa note originale. Il suffit pour s'en rendre compte de suivre à travers l'étude d'E. Sereni les vicissitudes de la culture mixte depuis l'*arbustum gallicum* de l'Antiquité jusqu'à la crise actuelle de l'*alberata*. Quelle histoire complexe! Quelle variété d'évolution dans la plaine bolonaise ou dans les collines toscanes et ombriennes! L'assimilation de ce paysage au bocage occidental est parfois fondée, et certains documents iconographiques sont particulièrement convaincants, mais dans d'autres cas les champs complantés sont bel et bien des champs ouverts. En plein XIX^e s., dans la province de Spoleto, le Catasto Pontificio montre la permanence du droit de vaine pâture dans les *seminativi arborati*. Il est prématuré de généraliser.

Enfin l'intérêt de cette histoire est d'avoir illustré combien l'interprétation des paysages agraires nécessite la convergence de disciplines diverses. L'histoire économique et sociale avant toute chose! Mais aussi la toponymie, l'histoire littéraire, celle des arts ou du droit, la géographie humaine — les paysages actuels ne sont-ils pas aussi des documents historiques? — mais encore la géologie, la pédologie, voire la climatologie. L'opposition entre la culture mixte du Nord et le « jardin méditerranéen » du Sud est-elle seulement un lointain reflet de la colonisation étrusque d'une part et de la colonisation grecque d'autre part? Aurait-elle survécu après 2000 ans si elle n'était appuyée sur une opposition du milieu naturel? Ce problème, comme bien d'autres, reste ouvert.

Le courageux essai d'E. Sereni aura porté ses fruits s'il est discuté, continué et s'il provoque des curiosités nouvelles. Synthèse provisoire sans doute, mais des chemins sont tracés qui peuvent guider les travaux d'analyse.

H. Desplanques

G. DUBY - *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval* - 2 voll. di pp. 822 compless., Paris, Aubier, 1962.

La civiltà del medioevo, a preferenza di qualunque altra epoca, può essere definita principalmente rurale. Quando lo splendore cittadino di Roma perdette luce e forza con la caduta dell'Impero romano d'Occidente, sulle ceneri di tanta gloria nacque e si irrobustì, lentamente ma con sicurezza, una ruralità di uomini che alla terra richiesero le forme della nuo-

va civiltà e per la terra crearono una loro economia. Eppure le strutture economiche dell'epoca, il mondo campagnolo, il volto e la fatica dei contadini medievali sono rimasti nell'ombra secolare della storia. Carte e documenti conservano, spesso ancor oggi intatto, il segreto di cifre e notizie preziose del medioevo rurale e gli studiosi preferiscono sapere e dir tutto su mercanti e principi, su condottieri e pensatori, trascurando la terra ed i suoi lavoratori.

Una storia dell'economia agraria europea è senza dubbio impresa ardua e complessa e, per realizzarla in formula organica e completa, occorrerebbe una perfetta padronanza delle lingue europee dell'Est e dell'Ovest, una panoramica non comune dei documenti informativi, una visione completa storico-geografico-sociale delle vicende dell'agricoltura, lungo il cammino dei secoli. Ne nascerebbe la storia economica della agricoltura europea ed è inutile dire quale apporto prezioso essa potrebbe offrire alla cultura, in una Europa che, dalla caduta dell'Impero Romano ad oggi, prima fu agricola e poi fu industriale e si mantenne agricola anche quando realizzò più facili profitti dalla industria che non dalla agricoltura.

Vero è che il problema è stato affrontato e una schiera valorosa di studiosi ha prodotto studi notevoli sulla storia della economia agraria. Bloch, Doren, Below, Hilton, Kula, Kulischer, Lamprecht, Pirenne, Luzzatto, Fanfani sono i primi nomi che tornano alla mente in materia, senza parlar della saggistica. Esiste dunque materiale, come esistono gli studiosi; manca, però, ancora il coordinamento delle parti, sicchè se è nota la storia dell'agricoltura tedesca di alcuni secoli, non è nota — per quegli stessi secoli — la storia della agricoltura, ad es., della Spagna e via di seguito. Non sarà completo l'arazzo magnifico della storia della nostra terra, fonte di vita e di lavoro, se non saranno colmate tutte le lacune scientifiche che ancora permangono.

Dico tutto ciò perchè, alla lettura ed all'apprezzamento della nuova pubblicazione che qui si presenta, è apparso subito l'interesse grandissimo dell'argomento predicato nel titolo e il limite della indagine contenuta nel testo.

Occidente medievale significa l'Europa e l'opera in due volumi del DUBY sembra portare la promessa di uno studio storico per l'economia rurale del medioevo di tutta l'Europa. E invece il mondo europeo è determinato nella storia rurale francese in prima linea e poi in quella della Inghilterra e delle terre del Sacro Romano Impero, lungo i secoli IX-XV. Manca tutta la zona scandinava; manca la Polonia e il mondo slavo; mancano la Spagna e l'Italia, terre dell'Occidente medievale.

Il DUBY ne è consapevole e se ne rammarica. Egli è — d'altra parte — pienamente giustificato, e per la mole della indagine e per l'impossibilità

di esaminare documenti scritti in lingue a lui sconosciute. Corre obbligo, peraltro, di dire che — malgrado la limitazione segnalata — è veramente ammirevole l'opera di George Duby, professore dell'Università di Aix-Marseille, collaboratore della « Histoire de la civilisation française », direttore della rivista « Etudes rurales », specialista di studi storico-economici della società medievale.

La lodevole fatica è dall'autore definita « saggio di sintesi e prospettiva di ricerche », ma l'opera è molto più che un saggio e la prospettiva di ricerche è molto più che una prospettiva, perchè è un incitamento e un imperativo per quanti studiosi vogliano, con l'impegno e la passione del Duby, continuare e perfezionare le proprie ricerche fiancheggiatrici, affinché la storia dell'agricoltura medievale dell'intera Europa sia condotta a termine in una visione sintetica e analitica, conforme, come è nello schema seguito dal Duby stesso, ai grandi problemi della storia della agricoltura e cioè:

a) il lavoro e la terra; b) la ricchezza e la società nell'economia « signorile »; c) l'estensione delle colture; d) la tecnica nel lavoro dei campi; e) l'espansione agricola e le strutture sociali dell'epoca; f) l'evoluzione dell'impiego dei prodotti della terra, in funzione del commercio, dei prezzi e del consumo.

L'opera del Duby consta di circa ottocento pagine. Oltre il testo figurano, nei due volumi, una pregevole bibliografia alfabetica per soggetto; grafici ed illustrazioni indovinati; una cospicua segnalazione di documenti d'archivio, fra i quali — lo diciamo perchè ci fa velo il sentimento — figurano alcune segnalazioni dai *Regesta Chartarum Italiae*.

M. R. Caroselli

E. FIUMI - *Storia economica e sociale di San Gimignano*, Firenze, Leo S. Olschki - Editore, 1961.

E', questo, l'XI° volume della Biblioteca di storia Toscana, a cura della Deputazione di storia patria, diretta da Niccolò Rodolico e, per la parte editoriale, affidata al buon gusto estetico, alla precisione formale, al rispetto culturale della casa editrice Olschki.

L'opera è frutto di molti anni di ricerca, coscienziosa e intelligente, nel « mondo » del documento; è creazione di quella pazientissima febbre di archivio, « che intender non la può chi non la prova » e che, nel caso specifico, assicura sostanza, garantisce precisione, chiarezza e persuasione evocatrice all'opera di ricostruzione della vita e del « perché » di una famosa cittadina toscana, che ancora può attirare l'attenzione e la meraviglia

del mondo con la selva delle sue costruzioni turrette, stimolatrici di amplianti fantasie.

Nel leggere questo volume di 372 pagine, ricco di interesse sia nella sintesi chiara del testo sia nella larga e particolare spiegazione delle note, mi è sembrato, talvolta, di scoprire, come in un lavoro di sorprendente scavo archeologico, tutta la pianta delle fondamenta su cui sorge la cittadina turrata; o, forse meglio, le sue molte torri o mozzate o emergenti alte nel cielo mi si sono trasfigurate in alberi, di cui sia stato reso possibile vedere la figura, il disegno intero: non solo il grigio, petroso tronco imponente, che alla prima luce della primavera collinare si colorisce di gentilezza nei teneri giuffi gialli delle *virole di santa Fina* adolescente, ma anche tutta la vigorosa ramificazione radicale che nella profondità del terreno ha nutrito la nascita e lo sviluppo dell'albero prodigioso.

Veramente, ogni pietra di fondamento e di innalzata costruzione ha parlato all'animo di Enrico Fiumi.

Si potrà anche pensare che, forse, non valeva la pena di insistere in tanta escavazione di documenti locali perché la storica, possibile, « verità » avrebbe potuto emergere, anche prima, nella discrezione intuitiva. E la ricostruzione delle genealogie familiari nel '200 e nel '300 deve essere stata lunga, difficoltosa e piena di insidie. Ma non bisogna non rilevare che il Fiumi ha concepito la sua storia, ha ricostruito la storia singolare della città di San Gimignano nella persuasione che questa cittadina, eccezionale campione di tutti i minori comuni medievali, crebbe in potenza come una grande famiglia, composta di tante singole famiglie, numerose di prole, laboriose, attive, intraprendenti e temerarie nelle iniziative economiche e « morali », equilibrata nel possesso della ricchezza, come decadde quando, in questa grande famiglia, questi attributi, questi caratteri, vizi o virtù delle singole famiglie, vennero meno.

Nel corso del Mille e dei primi decenni del Mille e Cento, il Vescovo di Volterra, in San Gimignano, domina la feudalità laica, consolida il dominio temporale e accresce il patrimonio fondiario. Nella seconda metà del sec. XII^o, i « Boni Homines », che coadiuvano il Vescovo nella funzione giudiziaria e nel governo cittadino, danno vita, come Consoli, all'istituto comunale che il Vescovo ha favorito, proteggendolo, anche nel suo interesse, contro la grande feudalità e la grande città.

Il Fiumi vede, appunto, all'ombra della corte vescovile formarsi la classe dirigente e capitalista del piccolo stato toscano, attraversato e insanguinato da quella via francigena o romea che fu il vivo mezzo di comunicazione corrente tra l'Europa occidentale e Roma, centro della cristianità.

San Gimignano, provveduto di ospizi e di alberghi, di stalle e di magazzini e di botteghe è la località più importante di riposo, di rifornimento nel lungo tratto della strada francigena che, attraverso il val d'Arno e la val d'Elsa, congiunge Lucca a Siena. Per ciò stesso, San Gimignano diventa luogo di produzione agraria e tessile, offerta al mercato; luogo di incontro di persone di ogni provenienza; luogo di nascita di ardentissima e mediterranea iniziativa economica e finanziaria. Nella folla dei mercanti toscani, lucchesi, senesi, fiorentini, pistoiesi, non perdono rilievo i mercanti di San Gimignano. Essi coltivano e offrono al commercio zafferano e olio e vino; trafficano in seta, lana, stoffe; danno denaro in prestito. I loro affari si svolgono nel Levante, specialmente in Siria, in Egitto e in Asia Minore; sulle coste dell'Africa e nelle isole del Mediterraneo, in Spagna, in Francia, in Sicilia, in Sardegna come nelle principali città dell'Italia centrale e settentrionale. I mercanti sangimignanesi vivono, in altre parole, nel giro del sangue economico mediterraneo come la goccia che fluisce e vive nel corso di una medesima, gagliagliarda vena.

E dopo che con la produzione agraria, col traffico delle merci, col prestito, anche ad usura, del denaro questi mercanti sono diventati ricchi, investono nell'acquisto di terreni, si fermano in patria, innalzano la loro torre-palazzo, si fanno amministratori e politici nella propria città, allevano i figli e li istruiscono, ancora, all'ardimento e alla competenza mercantile.

Così nacque la « grande » San Gimignano, esempio eccezionalmente chiaro di intima relazione tra la prosperità cittadina e lo svolgimento dei traffici internazionali, tra economica mercantile e terriera e sviluppo urbanistico. Verso la fine del '200 la società di San Gimignano apparisce come società ad alto livello demografico, pur di appena 13.000 anime, in pieno sviluppo mercantile ed agrario, in ricchezza non accentrata in poche mani: il 22,8% della sostanza economica è costituita da piccoli patrimoni; il 48,3% dai medi, il 28% dai grossi. E' diffusa la mezzadria poderale ma è anche diffusa la piccola proprietà a coltivazione diretta: la piccola e la media proprietà prevalgono sulla piccolissima e sulla grande. La borghesia spende in opere di migliorie campestri; i servizi poderali sono sufficienti e razionali; le abitazioni padronali in campagna si accrescono; l'allevamento del bestiame è numeroso. In città, è favorito anche dal Comune l'ampliamento edilizio: eccezionale evidenza assume la casatorre e la torre, espressione della forza finanziaria e della posizione sociale del nucleo familiare che la possiede: oggi son 15 ma nel Trecento erano una foresta di 72 torri

Non vi è mercante, prestatore, artigiano che non sia proprietario di terre e non vi è proprietario terriero che, salvo alcune eccezioni, abbia come unico introito la rendita fondiaria. Nella profonda storia di san Gi-

mignano il Fiumi ha trovato conferma di una sua tesi: nel Medio Evo non esiste un dualismo inconciliabile tra economia agraria e economia manifatturiera, tra produttori e consumatori. Compenetrazione tra economia di contado ed economia cittadina costituiscono il fatto più preciso della vita mercantile dell'età comunale.

La pressione fiscale, moderata: tale da non compromettere lo slancio e la vitalità economica.

Poi, la precipitosa decadenza: dopo la peste del 1348 la popolazione diminuisce del 59,7% in città e del 45% in campagna e dopo nemmeno un secolo il territorio sangimignanese appare falciato del 77% della popolazione!

E mentre cresce lo stato di abbandono economico e di spopolamento, l'imposizione fiscale si deve fare più grave; la proprietà gradatamente si accentra nelle mani di Enti di beneficenza mortificata e mortificatrice: nel 1670 « tre quarti della popolazione sono rappresentati da poveri e da miserabili, che poco o niente possono pagare di tasse ».

Io sono persuaso che il lavoro del Fiumi su San Gimignano, che sta alla vita storica di questa cittadina di fama mondiale come il profondo fondamento sta all'altezza di ogni sua torre, rimarrà stabile nella stima degli studiosi di tutta la storia medievale, anche se, come intorno alle torri si muove l'ombra chiaroscurale delle nuvole e del sole, la discussione sul metodo e sul rilievo critico potrà accendersi e illuminarsi nella luce di una visione più ampia di cause e di effetti.

La *Rivista di storia dell'agricoltura* aggiunge il suo particolare compiacimento per la trattazione dedicata alla storia documentata dell'economia agraria che garantisce, finalmente, la visione di un completo quadro storico sociale-economico-politico della vita di una popolazione.

Aggiungo di aver l'impressione che, dopo la fase di acuta decadenza, proprio anche l'agricoltura sangimignanese abbia preso un passo « risorgimentale » e che proprio questa agricoltura « risorgimentale » meriterebbe la sua storia.

Stavano, immote, le torri mentre crescevano le viti, i prati, gli olivi. Ecco perché se la grande strada non passa più per San Gimignano ma corre oggi per Poggibonsi, ricco di macchine, l'albero e la torre di san Gimignano parlano anch'essi di attiva e perenne creazione umana, non meno urgente di equità sociale, « qual ch'alla defension dentro s'aggiri ». (Inf. VIII^o, 123).

I. Imberciadori

Ministero degli Interni - Pubblicazioni degli Archivi di Stato - XV - Archivio di Stato di Bologna - *Gli uffici economici e finanziari del Comune dal XII al XV secolo*, I, *Procuratori del Comune - Difensori dell'aver - Tesoreria e contraltatore di Tesoreria - Inventario*, a cura di Gian Franco Orlandelli, Roma 1954 (Tip. L. Parma, Bologna), pp. XLVIII - 202.

Dopo aver esaminato le opinioni dell'Hessel (*Geschichte der Stadt Bologna von 1116 bis 1280*, Berlin 1910, pp. 321-324) espresse in quell'opera fondamentale, l'Orlandelli scrive: « Fermo restando, pertanto, quanto acquisito alla conoscenza dei fatti dagli studi di A. Hessel e ferma restando l'innegabile considerazione che la vicenda della azienda pubblica in esame riceve, dall'essere posta in relazione alla situazione generale dell'impero, all'incirca altrettanta luce quanto essa da questa situazione generale ricevette di impulso alla sua concreta attuazione fra la fine del XII secolo e gli inizi del secolo XIII, qui si vorrebbe, tuttavia, richiamare la attenzione sul fatto, altrettanto innegabile, che un'azienda pubblica comunale fra la fine del XII secolo e gli inizi del secolo XIII non è solamente una cosa che reagisce in un determinato modo ad una situazione generale che le si sovrappone, ma è essa pure qualcosa che vive, anzi qualcosa che vive molto intensamente in questi anni, qualcosa che concretesce su se medesima e che facendo questo ubbidisce sì a stimoli esterni ma ubbidisce anche, a ben considerare, a sue esigenze interne, a impulsi associativi di una comunità giovane e vitale che attraverso i suoi istituti esprime anche il suo particolare carattere » (p. IX)..

Estendendosi la giurisdizione comunale su territori rurali, interessarono alla nostra disciplina quei frammenti di *liber contractuum* relativi alla applicazione della tassa (imposta estimale) sul contado (*liber gabellarum*) incorporati nel *liber diversorum* appartenente ai Procuratori ed a loro affidato non già per una competenza diretta in materia, quanto perchè ciò avrebbe dovuto rientrare nel quadro del controllo ordinario cui erano preposti e per facilitare ed accelerare il riscontro in questa sede delle entrate della Depositaria (p. XVIII).

I Difensori dell'Avere e dei Diritti di Camera, dopo gli Statuti del 1335 iniziarono le raccolte relative all'amministrazione dell'estimo essendo stata loro attribuita l'autorità di sindacato sull'azienda pubblica, già tenuta dallo *iudex sindacatus*.

Il governo economico andava accentrandosi nei Difensori; nel 1389 essendosi istituito il Contraltatore di Tesoreria, il sistema del controllo veniva nuovamente a mutare (pp. XXIV-XXV) e questo ufficiale semestrale

sedeva a fianco del Tesoriere controllandone la tenuta dei libri e affiancandolo nella redazione dei libri semestrali *introitus et exitus* (pagine XXIV-XXV).

«... Agli inizi del sec. XV — scrive l'Orlandelli — la Tesoreria del Comune di Bologna si presenta come un ufficio di maneggevolezza estrema, strumento perfettamente modellato alle esigenze tecniche generali del Comune ed insieme perfettamente modellato alle esigenze politiche del locale patriziato che, nell'incertezza della situazione generale, non esiterà ad unire le sue sorti e le sue fortune a quelle di questo ufficio cercando con ciò di salvare quanto ancora era salvabile delle antiche prerogative e libertà comunali» (p. XXVII). Venuto a gravitare nell'ambito del Controllo della Camera Apostolica, il Comune cercherà di eluderlo e nella seconda metà del secolo XV il sistema di evasione si organizzerà in modo compiuto e tale che sarà impossibile sradicarlo (pp. XXX-XXXII, cfr. Orlandelli, *Note di storia economica sulla Signoria dei Bentivoglio*, «Atti e Memorie della Deputazione di Storia Patria per la provincia di Romagna» (*Studi Storici in memoria di Luigi Simeoni*), Bologna 1953, pp. 309-311, 341-345).

Fra i documenti indicati nell'inventario (i libri nn. 38, 39, 40) si vedano quelli relativi alla amministrazione dei beni del Comune (pp. 30-31), cioè *Liber terrenorum publicorum cappelle Sancti Proculi* (25 giugno-2 settembre 1359), *Liber signatus + + + continens locationes... [videlicet de stacionibus edificii terenis domibus palacii turibus... positis et situatis tam in civitate... quam in comitatu Bononie et districtu eiusdem civitatis...]* dal 6 marzo 1393 al 27 giugno 1422; *Liber signatus a publicorum comunis Bononie*, dal 1° ottobre 1412 al 23 ottobre 1476 (da c. 7v., a c. 170 la regolare registrazione dei contratti in continuazione al libro precedente).

I libri relativi all'amministrazione dell'estimo (pp. 32-40) nn. 41-47 interessano anche beni e popolazioni rurali per i periodi 21 novembre 1245-7 luglio 1401, (*diversorum*) le tassazioni (con elenchi di *cives et nobiles* e descrizioni di terre, ville etc. del contado) dal 1 luglio 1393 al 25 febbraio 1447, dal 30 ottobre 1395 al 25 febbraio 1447 (con ampio repertorio, cc. 34, di luoghi e persone), dal 22 dicembre 1334 al 1 settembre 1464 (*Liber taxationum comitatus Bononie nec non et sublevationum communium*), dal 18 aprile 1475 al 23 marzo 1482 (dalle rubriche, fra l'altro notiamo: «*quo modo extimari debeant bona conducta ad affectum seu in precarium vel ad decimas et de nullitate extimorum proponenda*», «*de fructibus et redditibus bonorum comunium inter se dividendis*», «*quo modo procedantur si super confinibus villarum contendatur*», etc.), dal 1502 (*Descriptio bonorum comitatus*, due libri, il primo di cc. 335 ed il secondo di repertorio, di cc. 39).

I documenti dell'amministrazione dei dazi (nn. 48-88, dal 1360 al 1548, pp. 41-48) quelli di controllo sulla amministrazione di tesoreria (nn. 89-107,

Intanto lo studio del De Felice è un documento di grande rilievo per l'esame di questa aspirazione e per i risultati che più tardi sarebbero stati conseguiti.

m. z.

OPERE SEGNALATE

Di *Emilio Nasalli Rocca*, cui la *Rivista di Storia dell'agricoltura* è debitrice di viva gratitudine per la generosità del suo saluto, del suo augurio e della sua pratica collaborazione, è utile segnalare l'articolo su « *Le Deputazioni e le Società storiche in Italia* », pubblicato nel n. di febbraio della rivista « *Studium* », diretta da *Giovan Battista Scaglia*.

Egli dà notizia, lamentandosi della scarsa tempestiva attenzione sia delle autorità sia della stampa di « informazione », del convegno relativo al settore culturale degli studi storici e della loro organizzazione, tenutosi a Roma nel dicembre del 1961. Il suo rammarico scaturisce dalla constatazione di quanto sia poco avvertita, anche nel mondo della politica legislativa, la verità che la storia è « conoscenza e incontro dell'antico col moderno, rivolto all'avvenire ».

A parte questo rilievo che si indirizza anche a noi « storici » di professione, che ci attardiamo, non di rado, a raccogliere la cenere della cro-naca spenta e non miriamo a porre sul candeliere la luce dell'idea e del sentimento, dal valore perenne, il Nasalli Rocca commenta l'intenzione del Convegno storico e dopo aver rilevato che in molti e singoli centri, grandi e medi, vivono ancora associazioni di storia patria che danno prova di vitalità in Riviste, Archivi, Bollettini e Rassegne, auspica che tutto il lavoro storico, professionale o non professionale che in Italia ha vita, possa essere coordinato in modo che, nella varietà non ripetuta, la storia nazionale trovi tracciata una via larga e diretta.

Quindi, coordinazione di studi tra Società di varie regioni, « legate tra loro da particolari vicende storiche anche se di contrapposizione », coordinamenti orientativi tra le Società locali e la Giunta Centrale per gli studi storici, con i vari Istituti storici ufficiali e nazionali, con le Biblioteche, con gli Archivi pubblici e privati, con Musei; non più soltanto attraverso un piano di cordialità personale ma istituzionale.

E infine, informazione e intesa con i diversi « centri » che in questi ultimi tempi, rispondendo a nuovi e integrantisi bisogni culturali, sono nati in modo autonomo: per esempio il *Centro di storia spedaliera*, quello di *Studi colombiani*; la *società di Storia della medicina e delle scienze*, degli *Studi artistici e musicali*, e con periodici specializzati come la « *Rivista di storia della Chiesa in Italia* » e la recentissima « *Rivista di storia dell'agricoltura* » che prelude ad un « Centro » nazionale apposito.